

Les nouveaux visages du Parlement européen

L'hémicycle strasbourgeois compte désormais de nombreux députés europhobes. On y trouve également d'anciens ministres, des ex-commissaires européens, ainsi que quelques figures plus originales.

OLIVIER GOSSET
À STRASBOURG

A l'inverse des élèves qui ont pris le chemin des vacances, les 21 eurodéputés belges ont fait cette semaine leur rentrée à Strasbourg pour une session constitutive consacrée avant tout à la cuisine interne: élection du président et des vice-présidents, désignation des questeurs, répartition des commissions parlementaires... Hormis ces grands marchandages, pas de points officiels à l'ordre du jour, à l'exception d'un débat sur la nouvelle présidence italienne. Le premier grand acte du Parlement, ce sera dans deux semaines, avec le vote sur la nomination de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission.

Cette séance constitutive a permis de constater de visu que le Parlement, qui est l'institution communautaire dont les pouvoirs ont été le plus renforcés en deux décennies, a aussi évolué dans sa composition. Le recul des partis traditionnels et la montée de formations plus contestataires ont fait entrer dans l'hémicycle nombre de députés eurosceptiques affichant ouvertement leur mépris pour tout ce qui symbolise l'Union, mais aussi quelques jeunes élus au look de geek — costume sans cravate, T-shirt et baskets — revendiquant des positions politiques illisibles. L'un de ces improbables nouveaux «se déclare pour une sortie de son pays de l'euro, mais réclame la création d'eurobonds», s'amuse un ténor du Parlement. Un Parlement qui a continué timidement à se féminiser, avec 37% de femmes, contre 35% lors la dernière législature.

Un parlementaire de 91 ans

Le parlementaire le plus âgé de l'assemblée est le Grec Emmanouil «Manoulis» Glezos, 92 ans en septembre prochain. Figure emblématique dans son pays, il a été élu sur la liste du parti de la gauche radicale Syriza, après avoir par le passé été membre du Pasok (le parti socialiste historique). Cet

ancien résistant qui avait décroché le drapeau nazi de l'Acropole pendant la dernière guerre n'est pas là pour faire de la figuration et a déjà pris la parole à plusieurs reprises pendant la plénière.

Le plus jeune député se situe à l'autre extrémité du spectre politique: Anders Primdahl Vistisen, 26 ans, est membre du Parti populaire danois, une formation anti-immigration qui a rallié le groupe des Conservateurs et Réformateurs (ECR), contribuant ainsi à l'échec de la tentative de Marine Le Pen de former son propre groupe.

L'hémicycle a été fortement renouvelé: un député sur deux est un nouveau venu. Sur les strapontins, on retrouve pas moins de sept anciens Premiers ministres, dont le Polonais Jerzy Buzek (qui a été président du Parlement européen au cours de la première partie de la législature précédente), le Letton Valdis Dombrovskis (dont le nom circula un moment pour la tête de la Commission) et un certain Guy Verhofstadt, qui a conservé sa place à la tête du groupe libéral. Une brochette d'anciens ministres (plus d'une trentaine) ont également choisi Strasbourg comme lieu de chute, comme le Belge Louis Michel (qui y siégeait déjà), ainsi que les Français Michèle Alliot-Marie, Brice Hortefeux, Nadine Morano et Rachida Dati.

Plusieurs membres de la Commission Barroso II poursuivront au Parlement leur engagement en faveur de l'UE. C'est le cas de la Luxembourgeoise Viviane Reding, du Polonais Janusz Lewandowski, de l'Italien Antonio Tajani et du Finlandais Olli Rehn, «l'homme de la Troïka» aux yeux de nombreux parlementaires. Visiblement, ceux-ci ne lui ont pas trop tenu rigueur de son passé de gendarme budgétaire. Jusqu'il y a peu vice-président de la Commission, l'ex-commissaire aux Affaires économiques a été élu à l'une des 14 vice-présidences du Parlement. Tout comme son ex-collègue italien, qui s'est fait un plaisir de diriger les débats en plénière lors du discours de son compatriote, le Premier ministre Matteo Renzi.

Fils et filles de...

Comme lors des législatures précédentes, le Parlement compte son lot de «fils, filles, femmes ou mari de...». Barbara Spinelli, la fille d'Altiero Spinelli a été élue sur la liste «L'autre Europe avec Tsipras», créée par une poignée d'intellectuels italiens en soutien au grec Alexis Tsipras, le candidat de l'extrême-gauche pour la présidence de la Commission européenne. La petite fille du Duce, Alessandra Mussolini, qui a déjà siégé à Strasbourg, effectue son grand retour au Parlement. Après avoir flirté à l'époque de son premier mandat avec la droite radicale, elle a rallié les rangs du Parti Populaire européen, aux côtés d'un certain Jarosław Leszek Wałęsa, fils de l'ancien leader de Solidarité.

Enfin, comme c'est le cas à chaque législature, on trouve une poignée d'anciens journalistes — de l'audiovisuel — de figures emblématiques ou de personnalités originales. La Nouvelle Démocratie a ainsi fait élire le footballeur Theodoros Zagorakis, qui fut capitaine de l'équipe de Grèce lors du championnat d'Europe des Nations de 2004.

Signe d'une certaine diversité, le conservateur britannique Syed Kamall est devenu le premier chef de groupe de confession musulmane. Bardé de diplôme, thatchérien, ce fils d'un chauffeur de bus originaire de Guyana a pris la tête du groupe ECR. Critiqué pour avoir incorporé plusieurs partis très anti-immigrés, comme les Vrais Finlandais et le parti populaire danois, le groupe ECR a pourtant présenté un autre député musulman, Sajjad Karim, contre Martin Schulz à la présidence du Parlement.

Le début de la session a été présidé par Gianni Pitella, qui est devenu cette semaine le nouveau chef de groupe des socialistes. L'Italien a eu cet honneur en vertu d'une modification il y a 5 ans du règlement intérieur. Celui-ci prévoit désormais que l'assemblée est présidée lors de la session inaugurale par le président sortant ou, à défaut, par l'un des quatorze vice-présidents sortant ou, à défaut, par le député «ayant exercé le plus long mandat». Jusqu'en 2009, c'est le doyen qui officiait lors de la rentrée. Cette modification avait été apportée pour éviter qu'un certain

Jean-Marie Le Pen puisse se retrouver, même pour quelques heures, au choix.

ET SI JUNCKER N'AVAIT PAS LA MAJORITÉ?

Les eurodéputés se prononceront le 15 juillet à Strasbourg sur la désignation du chrétien-démocrate Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission. **Proposé à la quasi-unanimité** des dirigeants européens pour succéder à José Manuel Barroso, l'ancien Premier ministre luxembourgeois doit en effet encore recevoir **l'approbation du Parlement**, où a été conclu un accord de coalition entre le PPE (centre-droit), les socialistes et les libéraux. Jean-Claude Juncker devra y obtenir la **majorité absolue**, soit 376 suffrages

sur 751. Sur le papier, il peut compter sur 479 députés. Mais cette semaine, lors de l'élection du président du Parlement, on a vu que Martin Schulz, avec 409 «oui», avait déjà enregistré la **perte de septante voix** par rapport au nombre théorique de suffrages que l'accord entre les trois groupes aurait dû lui apporter. Or, le vote sur Juncker se tiendra également à bulletins secrets et **des déflections sont attendues**, tant à gauche, à commencer par les élus du Labour britannique, qu'à droite avec le Fidesz hongrois de Viktor Orban. *«Certains parlementaires issus de pays avec un système majoritaire ne comprennent pas du tout la logique des coalitions et assurent qu'ils ne peuvent pas voter pour des*

partis adverses», fait remarquer une source au Parlement. Par ailleurs, le **PPE**, premier groupe à Strasbourg, reste perçu par une large partie de la gauche comme la formation dont les chefs de file — Merkel et Barroso — ont imposé une **cure d'austérité «inique»** à certains pays. Plusieurs élus socialistes français ont dès lors laissé entendre que **leur voix était loin d'être acquise à Juncker**. Même son de cloche auprès du PS belge, où Marc Tarabella a fait savoir *«qu'après dix ans de barrosisme»*, il attendait la rencontre prévue avec le candidat désigné pour se prononcer. En cas de vote négatif, il faudrait **recommencer la procédure à zéro**, puisqu'aucun deuxième tour de scrutin n'est prévu. **O.G.**

Pour les Belges, il est difficile de peser en tant que nationaux

Deux chefs de groupe, mais pas de vice-présidence de l'assemblée, ni de poste de questeur ou de présidence de commission: pour la délégation belge au Parlement européen, la législature qui vient de débiter s'annonce sur le seul plan de l'influence nationale comme contrastée.

Les deux plus belles prises sont l'œuvre de l'ancien Premier ministre Guy Verhofstadt, qui conserve la tête du groupe de l'Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe (ALDE), et de l'Ecolo Philippe Lamberts, qui a succédé à Daniel Cohn-Bendit à la coprésidence des Verts au côté de l'Allemande Rebecca Harms. Petit(s) bémol(s): l'ALDE s'est fait

souffler la troisième place dans l'hémicycle par le groupe des Conservateurs et réformateurs européens (ECR, eurosceptique), tandis que les Verts ont été relégués à la sixième place, talonnés de peu par le groupe des europhobes radicaux de Nigel Farage (EFDD).

Chez les libéraux, on fait contre mauvaise fortune bon cœur en assurant que *«cela n'est pas grave, parce que parler juste après les conservateurs britanniques lors des débats en plénière permettra de leur répondre sans qu'ils puissent réagir»*. Et tant à

l'ALDE que chez les Verts, on indique que les choses devraient évoluer en cours de législature, les deux groupes eurosceptiques, l'ECR et l'EFDD, ayant capté certains élus qui n'ont pas vocation à y rester.

Avec 21 élus dispersés entre 5 groupes politiques, *«il est difficile pour les Belges de peser en tant que nationaux»*, observe un connaisseur. Seuls les socialistes se sont bien organisés pour propulser la Flamande Kathleen Van Brempt à la vice-présidence du groupe social-démocrate.

«Les libéraux francophones restent un peu bohèmes à ce niveau-là et sont moins efficaces», poursuit une autre source. L'ancien chef de la diplomatie Louis Michel conservera toutefois les rênes de l'assemblée paritaire Afrique-Caraïbes-

Pacifique/UE. Quant aux chrétiens-démocrates/Centristes, orphelins de Jean-Luc Dehaene, ils sont un peu minorisés avec quatre membres au sein du groupe le plus nombreux de l'hémicycle (le PPE). Ils reportent leurs ambitions sur Marianne Thyssen, de plus en plus citée pour la Commission européenne.

En réalité, il est très difficile pour

les élus d'un petit pays de décrocher la présidence d'une commission. Le dernier Belge à avoir occupé un tel poste est Gérard Deprez, qui vient de faire son retour à Strasbourg. Il avait coraqué la commission des Libertés, de la Justice et des Affaires intérieures en 2008 et 2009.

En l'absence de gros lots, les élus belges ont préféré se concentrer sur l'attribution des commissions où ils siègeront. La plupart ont réussi à obtenir les places qu'ils convoitaient. Côté francophone, Hugues Bayet (PS) et Philippe Lamberts doivent rejoindre la commission des affaires économiques. L'ancien leader syndical Claude Rolin (cdH) siègera dans la commission de l'emploi et des affaires sociales, Marie Arena (PS) rejoindra celle des Droits de la Femme, Gérard Deprez celle des Budgets et Frédérique Ries celle de l'Environnement. Marc Tarabella (PS) restera à l'Agriculture. **O.G.**

«Parler juste après les conservateurs britanniques permettra de leur répondre sans qu'ils puissent réagir.»

UNE SOURCE AU GROUPE LIBÉRAL